

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le 22/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Carrière de L'ECULAZ**  
34 chemin de Balme  
74 100 LE PAS DE L'ECHELLE - ETREMBIERES

Références : 20251020-RAP-InspCarEculazReignier-vs

Code AIOT : 0006101887

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement Carrière de L'Eculaz implanté aux lieux dits « Champ de la Pierre », « Les Ruttest », « Pièce Longue », 74 930 REIGNIER-ESERY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE DE L'ECULAZ
- lieux dits « Champ de la Pierre », « Les Ruttest », « Pièce Longue », 74 930 REIGNIER-ESERY
- Code AIOT : 0006101887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Descombes Pères et Fils a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à sec de matériaux alluvionnaires sur la commune de REIGNIER-ESERY, par arrêté préfectoral (AP) du 10/12/2024 pour une durée de 14 ans, dont la dernière année consacrée uniquement à la remise en état.

L'extraction est autorisée sur 5,12 ha. A la date de l'AP, le gisement a été estimé à 440 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 64 000 tonnes/an en moyenne et 90 000 t/an au maximum.

Il n'y a pas d'installations de traitement autorisées sur site. L'ensemble des matériaux extraits sont acheminés sur les installations dont dispose la société sur la commune d'ETREMBIERES.

La remise en état est réalisé de manière coordonnée à l'extraction. Dans le cadre de la remise en état, l'apport de déchets inertes extérieurs est autorisé afin d'assurer la réinsertion du site. Le volume autorisé est de 70 000 tonnes/an en moyenne et 150 000 t/an au maximum.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Suivi émissions poussières environnementales, sonores et déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, articles 32, 68 et 69	Sans objet
2	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, articles 39	Sans objet
3	Surveillance sonore	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, articles 59.1 à 3	Sans objet
4	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, articles 72, 75 et 80	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à ne pas proposer de suite administrative à Madame la préfète.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, articles 32, 68 et 69
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Limites d'exploitation
<b>Prescriptions contrôlées</b> <u>Article 32 – Plans :</u> Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>• les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;</li><li>• les bords de la fouille ;</li><li>• les courbes de niveau ;</li><li>• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;</li><li>• les dates des levés topographiques ;</li><li>• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li><li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, bassins de décantation...), des stocks de matériaux et des terres de découverte ;</li><li>• la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;</li><li>• l'emplacement des bornes ;</li><li>• la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;</li><li>• les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;</li><li>• les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.</li></ul> Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Il est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité interdépartementale des deux Savoie). Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. <u>Article 68 – Limites des excavations</u> Les bords des excavations sont maintenus à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres par rapport aux limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter. Cette distance pourra être réduite sans être inférieure à 2 mètres sauf sur la limite Nord-Est et le long de l'espace boisé en limite Sud-Est de la zone autorisée (parcelles 636, 637 et 638). <u>Article 69 – Phasage</u> L'exploitation est conduite suivant la méthode définie dans le dossier de demande d'autorisation

déposée le 13 mai 2024. Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe III doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de Haute-Savoie conformément à l'article 7 du présent arrêté. Les travaux d'extraction progressent par phase conformément aux plans de phasage de l'exploitation en annexe III du présent arrêté. Il est strictement respecté. L'extraction se fait sur une période de 10 ans maximum. La remise en état est coordonnée à l'avancement des travaux. Cependant, la remise en état finale se fera sur une durée de 1 an. Durant cette année les activités d'extraction et de remblaiement sont interdites.

Phase 1 : 2024 – 2029

L'extraction s'effectue dans la partie Sud-Ouest du site. L'exploitation sera exécutée en fosse, jusqu'à la cote 448 m NGF. Les camions emprunteront la piste de circulation existante pour accéder au carreau d'exploitation. Le réaménagement sera coordonné à l'avancement de l'exploitation.

#### **Constats :**

Le dernier plan a été mis à jour pour l'année 2024 (relevé géomètre du 17 décembre 2024). Il a été transmis à l'inspection en mars 2025.

L'ensemble des items exigés sont présents sur le plan.

Nous avons constaté sur le plan que les bords des excavations sont maintenus à une distance horizontale avec un minimum de 10 mètres par rapport aux limites du périmètre au niveau de la bande boisée (Sud) et des habitations au Nord. Lors de la visite, nous n'avons pas constaté d'instabilités présentes sur les zones en extraction ou en cours de remblaiement.

Nous avons constaté que :

- la remise en état est coordonnée à l'avancement de l'extraction ;
- l'extraction est effectuée dans la partie Sud-Ouest conformément au plan de phasage ;
- l'extraction est réalisée en fosse ;
- la cote du carreau minimal est au-dessus de la cote minimale de 448 m NGF (environ 465 m NGF à la fin 2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## **N° 2 : Surveillance environnementale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 39

**Thème(s) :** Risques chroniques, Poussières environnementales

#### **Prescription contrôlée**

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Ce plan comporte a minima :

- une station témoin (point de type a) ;
- deux stations dans l'environnement humain (point de type b) situées au plus près des hameaux Croix de Villy, Impasse de la Maladière et Clos des Lauriers ;
- une station en limite d'emprise au niveau du périmètre de l'installation (point de type c).

Le plan de surveillance dont le plan de localisation des stations est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées owen, conformément aux dispositions des normes en vigueur et réalisé par un organisme agréé.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en  $\text{mg/m}^2/\text{jour}$ .

Les campagnes de mesure durent 30 jours et la fréquence est semestrielle suivant la notification du présent arrêté.

L'objectif à ne pas dépasser est de  $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

Si à l'issue de trois années de surveillance, c'est-à-dire six campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur « objectif » en moyenne annuelle pour les jauges de type b, la fréquence semestrielle deviendra annuelle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur « objectif » et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel ci-dessous, la fréquence redeviendra semestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées.

Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année  $n+1$ .

#### **Constats**

L'exploitant a réalisé un plan de surveillance environnementale des poussières et l'a transmis à l'inspection en mars 2025. Les points de mesures demandés dans la prescription sont surveillés.

La première surveillance a été réalisée par le bureau Géostrate sur une période de 31 jours par jauges Owen au mois de juillet 2025. La deuxième campagne est en cours sur le mois d'octobre 2025.

Les résultats de la première campagne réalisée montrent pour toutes les jauges un résultat largement en dessous de l'objectif à atteindre de  $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ . Les concentrations moyennes sur les jauges de type b varient de  $59 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$  à  $60 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ .

Le résultat de la jauge Owen témoin est de  $128 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ .

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N°3 : Surveillance sonore**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, articles 59.1 à 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emission sonore

#### **Prescriptions contrôlées :**

##### Article 59.1 : Dispositions générales

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables aux installations objets du présent arrêté.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel précité. Ces mesures sont effectuées aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une campagne de mesure de bruit est réalisée sous 6 mois à date de la notification du présent arrêté conformément au plan de surveillance prescrit ci-dessous et par la suite, tous les 3 ans.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Sous 6 mois à la date de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un plan de surveillance des émissions sonores qui comporte a minima les points suivants :

- 2 point de mesure en limite du périmètre d'autorisation ;
- 1 point de mesure dans chaque propriété des maisons attenantes à la carrière située :
  - Croix de Villy (ZER 1) ;
  - Impasse de la Maladière (ZER 2) ;
  - Clos des Lauriers (ZER 3) ;

sous réserve de l'obtention de l'accord des propriétaires ou à défaut, au plus proche de ces habitations.

Ce plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions sonores conformes.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

#### Article 59.2 : niveau de bruit en limite du périmètre d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser la valeur suivante :

Points de mesures	Niveau sonore limite admissible pour la période allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)
Points en limite du périmètre d'exploitation	70 dB(A)

#### Article 59.3 : Emergence

Dans tous les cas, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### **Constats :**

La surveillance sonore a été réalisée par le bureau Géostrate en juillet 2025.

L'exploitant nous a montré en séance le rapport de la surveillance des émissions sonores :

- 2 stations sont situées sur le périmètre du site : LP1 et LP2
- 3 stations mesures l'émergence : ZER1, ZER 2 et ZER 3.

Les mesures effectuées au niveau du périmètre du site respectent le seuil des 70 dB. Les valeurs oscillent entre 39,5 et 56,5 dB, ce qui équivaut à un niveau sonore d'un restaurant paisible.

L'émergence de 5 dB est respectée sur le 3 stations de mesure. La station qui présente la plus forte émergence est la station ZER 3 : + 3 dB. Cela reste inférieur à la limite des 5 dB.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°4 : Remblayage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, articles 72, 75 et 80

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des déchets inertes

**Prescriptions contrôlées :**

Article 72. Plan de remblayage

L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 80. Un plan de carroyage est mis en place sur le site, il est coté en plan et altitude permettant d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.

Les surfaces sont repérées par calepinage avec identification du casier qui sera reporté sur le registre d'admission.

Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site. Une copie de ce relevé est adressée à l'inspection des installations classées.

L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.

Article 75. Document préalable

L'importation de déchets inertes ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013 /2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006. Avant réception des déchets non dangereux inertes sur le site, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité prévisionnelle de matières livrées.

Pour chaque provenance de déchets (soit pour chaque chantier), et avant toute admission, un document préalable sera établi entre le producteur du déchet et l'exploitant du site. Ce document recensera a minima les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le lieu de provenance des déchets ;
- la date prévisionnelle de réception sur le site ;
- la quantité estimée de déchets concernés ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 76 du présent arrêté.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires dont les transporteurs. Sa validité est de 1 an au maximum.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets. Le document préalable (original) est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Article 80. Registre d'admission

L'exploitant tient à jour un registre d'admission des terres conformément à l'article R. 541-43-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

Nous avons vu en séance le plan topographique comportant tous les éléments demandés.

L'exploitant nous a montré en séance le document préalable. Il tient à jour un registre d'admission conformément à l'article R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Depuis le début de l'année, seuls des déchets inertes avec une procédure de notification ont été acceptés sur le site dans le cadre de la remise en état.

Il renseigne également track-déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite